

poignée de gens qui essayent d'imposer une mesure législative qui aura pour effet de créer quelques millionnaires de plus. A ce point de vue, cette mesure est des plus dangereuses, et je suis surpris que le Gouvernement veuille revenir à l'histoire ancienne, car la servitude et l'esclavage ont été abolis pour toujours. Une législation moderne, une action démocratique, voilà ce que veut le peuple et ce qu'il espère obtenir du Gouvernement.

M. le PRESIDENT: Le temps de l'honorable député est écoulé, à moins que le comité lui permette de continuer.

M. VERVILLE: Est-ce qu'on entend me refuser la permission d'achever les remarques que j'ai à faire?

Quelques DEPUTES: Continuez.

M. VERVILLE: On ne saurait trouver un exemple plus frappant de la fédération impériale favorisant les intérêts d'un petit nombre qu'en Angleterre même, antérieurement à la révolution industrielle ou vers cette époque. Les hommes d'affaires de la Grande-Bretagne, alors comme maintenant, voulaient réglementer le commerce des colonies, et nulle part ailleurs voyons-nous plus clairement la combinaison de la politique nationale avec les intérêts de classes.

Le but de la législation était alors d'exiger que les colonies fussent entièrement soumises à la mère patrie, et que leur commerce et leur industrie fussent réglementés de manière à accroître immédiatement la puissance politique et la richesse de la classe dirigeante de la mère patrie. Les législateurs d'alors n'avaient qu'un seul but, favoriser leur politique nationale; et ils étaient énergiquement soutenus par les marchands et les industriels qui avaient tout intérêt à garder le commerce colonial dans leurs propres mains.

Après tout, qu'étaient-ce que les colonies à cette époque? On les considérait comme des marchés pour la mère patrie, d'où l'on pouvait tirer des profits à volonté, que l'on pouvait commander à volonté, s'il arrivait que l'on appartint à l'élément social dirigeant.

Quel était alors le but des grands marchands en établissant les colonies des Antilles? C'était tout simplement un moyen de supporter quelques capitalistes au détriment des colons eux-mêmes.

Quel peut être l'objet de nos impérialistes siégeant actuellement dans cette Chambre? Quel peut être l'objet de ceux qui parcourent le pays en prêchant l'évangile de la fédération impériale? Qu'est-ce que tout cela signifie? Cela veut dire qu'ils ne sont pas encore satisfaits des bénéfices énormes qu'ils réalisent au moyen des syndicats et des trusts; ils veulent que ce Gouvernement outre passe ses pouvoirs en matière législative. Ils veulent que ce Gouvernement

prête la main à une mesure qui aura pour effet de faire de notre vaste Dominion un simple accessoire de la mère patrie.

Le Gouvernement actuel en acquiesçant aux exigences des chauvins du pays, resserrerait sans doute des liens d'amitiés plus étroits avec nos puissants capitalistes. Ses représentants recevraient, j'en suis sûr, des titres sur lesquels, me dit-on, certains d'entre eux comptent déjà. Ils formeraient alors une classe aristocratique comme dans les vieux pays, abolissant par là l'esprit démocratique qui a dominé jusqu'ici dans notre Dominion. En agissant ainsi, ils produiraient dans notre population un sentiment intense de la distinction de classes. Ils réussiraient, je n'en doute point, à faire naître un sentiment révolutionnaire qu'un gouvernement démocratique a pour but spécial de prévenir. Ils centraliseraient l'activité productive de nos industries commerciales pour le bénéfice d'un petit nombre. Ils commanderaient nos importations et nos exportations ainsi que nos moyens de transport. Ils augmenteraient tellement les taxes que la population du Canada diminuerait au lieu de croître. En un mot, monsieur le président, ils seraient les maîtres du pays. Ils commanderaient à tous, même à la couronne. Ils établiraient un tel état de choses que nous ne serions plus qu'un peuple d'esclaves au lieu d'être un peuple libre et émancipé.

Mes remarques peuvent paraître sévères, mais quand on ose soumettre au Parlement une mesure législative dont l'adoption placerait notre pays dans les conditions que je viens de décrire, il est de mon devoir, comme représentant du peuple, de protester avec toute l'énergie possible et de faire ressortir les conséquences d'une fédération impériale.

Monsieur le président, vous pourriez me dire que le projet de loi en question n'a rien de commun avec une telle fédération; mais des membres de cette Chambre et des journaux, supportant le Gouvernement actuel, ont dit et prouvé que l'adoption de cette mesure nous attirerait fatalement dans l'engrenage de la fédération impériale, et nous enlèverait notre autonomie dont nous sommes si fiers. L'Australie, colonie gouvernée par un gouvernement démocratique et administrée par un parti ouvrier, a, comme vous le savez, approuvé récemment dans toute son intégrité la ligne de conduite proposée dans cette Chambre par le très honorable chef de l'opposition. Je suis fier de dire, monsieur, que la politique canadienne est approuvée par mes frères ouvriers de cette partie de l'empire, et l'avenir prouvera, j'en suis sûr, que les autres colonies approuveront aussi l'esprit démocratique, les généreuses dispositions du chef de l'opposition.

Une autre raison que nous avons de garder notre autonomie absolue, c'est que le